Hin Leong Trading

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le fondateur et la société

Hin Leong Trading a été fondée en 1963 par Lim Oon Kuin, un migrant venu du Fujian qui débuta en livrant du gazole aux bateaux de pêche et fit de son affaire l'un des plus grands négociants pétroliers indépendants d'Asie.[1] La société se trouvait au centre d'un groupe familial qui possédait aussi une flotte de pétroliers par l'intermédiaire d'Ocean Tankers. En décembre 2010, elle annonça son projet de construire ce qui aurait été la quatrième raffinerie de pétrole de Singapour. En 2014, elle prépara une introduction en bourse, qu'elle annula avant la fin de l'année.[2]

La société resta une entreprise familiale privée. Son fondateur, connu dans la profession sous le nom d'OK Lim, la contrôlait avec ses enfants, qui siégeaient avec lui comme administrateurs. Les comptes qu'elle présentait à ses prêteurs montraient une activité importante et rentable. Pour l'exercice 2019, Hin Leong déclara un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards de dollars US et un bénéfice net proche de 80 millions de dollars US.[3] Sur cette base, une vingtaine de banques, parmi lesquelles les trois banques singapouriennes et plusieurs des plus grands prêteurs internationaux du financement du négoce, accordèrent des lignes de crédit au groupe.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Avril 2020 : les révélations

L'effondrement des prix du pétrole au début de 2020, consécutif à l'apparition de la pandémie en Chine, fit tomber la société en quelques semaines. Lim Oon Kuin avait parié sur une hausse des prix avec la reprise chinoise, une position que ses proches décrivaient comme le pari Hin Leong par excellence. Lorsque les prix baissèrent encore, les pertes ne purent plus être dissimulées. Il annonça aux prêteurs que la société avait passé en pertes environ 800 millions de dollars US de pertes sur contrats à terme qui n'avaient jamais figuré dans ses comptes. Il révéla aussi que du pétrole détenu en garantie pour les banques avait été vendu.[4]

Le 17 avril 2020, Hin Leong demanda à la High Court la protection contre ses créanciers au titre de la section 211B du Companies Act, la disposition sur le moratoire alors en vigueur. Lim démissionna de son poste d'administrateur le même jour, en exprimant le souhait que ses enfants restent au conseil. La police confirma le 21 avril 2020 qu'elle enquêtait sur la société. Le 27 avril 2020, le tribunal approuva la demande de judicial management de la société et la nomination de PricewaterhouseCoopers comme judicial managers. Les dettes s'élevaient à environ 3,85 milliards de dollars US envers 23 prêteurs. HSBC était le premier créancier avec environ 600 millions de dollars US. Parmi les banques singapouriennes, DBS détenait une créance d'environ 290 millions de dollars US, OCBC d'environ 200 millions et UOB d'environ 100 millions.[5]

D'autres chiffres circulaient à l'époque. La presse spécialisée estimait l'exposition d'ABN Amro à environ 300 millions de dollars US et celle de Société Générale à environ 240 millions de dollars US, les trois banques singapouriennes détenant ensemble des créances d'environ 680 millions de dollars US. Des articles ultérieurs évoquent une exposition pouvant atteindre 3,5 milliards de dollars US. L'écart entre les totaux tient à des dates différentes, à des définitions différentes de l'exposition et à l'inclusion ou l'exclusion d'instruments hors bilan comme les lettres de crédit. L'ordre de grandeur ne fait aucun doute.[6]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les constatations des judicial managers

Les judicial managers décrivirent une entreprise qui finançait depuis des années ses pertes par de nouveaux emprunts. Leurs rapports parlaient d'un « cercle vicieux » de fraude, dans lequel la société obtenait des financements sur la base de connaissements falsifiés ou réutilisés et se servait de chaque nouvelle avance pour rembourser les précédentes, à la manière d'une pyramide de Ponzi. La presse spécialisée résumait les pratiques alléguées par les banques : chiffres gonflés, opérations fictives, vente de la même cargaison à plusieurs reprises et ventes de cargaisons inexistantes.[7]

Le mécanisme reposait sur le cloisonnement des banques prêteuses. Chaque banque ne voyait que sa propre opération et les documents qui lui étaient présentés : un contrat de vente, une facture, un connaissement ou une lettre d'indemnité, parfois un certificat d'inspection. Aucune banque ne pouvait voir qu'un autre prêteur avait financé la même cargaison, ni que l'acheteur désigné dans la facture n'avait jamais accepté d'acheter. Lorsque le négoce était circulaire, les marchandises revenant à Hin Leong par une chaîne d'intermédiaires, les documents étaient authentiques dans leur forme alors que l'opération ne servait qu'à lever des liquidités. Les contentieux ultérieurs, examinés plus loin dans ce chapitre, ont largement porté sur de telles chaînes.

La procédure pénale contre le fondateur

Lim Oon Kuin fut d'abord inculpé de faux le 14 août 2020. En juin 2021, le ministère public ajouta 105 chefs d'accusation aux 25 déjà retenus. Les nouveaux chefs concernaient notamment un connaissement portant sur environ 500 000 barils de gasoil prétendument chargés en mars 2020 et un financement de créances d'environ 1,2 milliard de dollars US que huit établissements financiers avaient accordé sur la base de prétendues ventes de pétrole à Unipec Singapore. Cinq de ces établissements détenaient encore à ce moment des créances d'environ 235 millions de dollars US. Un article de janvier 2023 fait état de 128 chefs d'escroquerie (cheating), ce qui montre que leur nombre a varié au gré des modifications de l'acte d'accusation.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le procès porta sur trois chefs d'accusation. En mai 2024, les State Courts déclarèrent Lim coupable de deux chefs d'escroquerie et d'un chef d'instigation au faux. Par l'intermédiaire d'employés de la société, il avait amené HSBC à accorder près de 112 millions de dollars US de financement pour deux ventes de pétrole qui n'avaient jamais eu lieu, à l'appui de documents falsifiés faisant apparaître de prétendues ventes à China Aviation Oil et à Unipec. HSBC récupéra environ 26 millions de dollars US, ce qui lui laissa une perte d'environ 85 millions de dollars US sur ces opérations.[9] Les infractions relevaient de la section 420 du Penal Code (escroquerie et remise de biens obtenue de manière malhonnête) et de la section 468 lue conjointement avec la section 109 (faux commis en vue d'une escroquerie, par instigation), dispositions dont le chapitre I de la partie B décrit les origines coloniales.[10]

La peine et l'appel

Le 18 novembre 2024, le tribunal condamna Lim, alors âgé de 82 ans, à dix-sept ans et demi d'emprisonnement. La peine combinait deux peines de huit ans et demi pour les chefs d'escroquerie, à purger simultanément, et une peine consécutive de neuf ans pour le chef de faux. Le ministère public avait requis vingt ans et qualifié les sommes en jeu de sans précédent dans l'histoire pénale de Singapour. Le juge les qualifia de « vertigineuses » et rangea l'affaire dans la catégorie la plus grave des escroqueries. Il estima qu'une peine dissuasive s'imposait pour protéger le système financier singapourien contre la réaction que de telles fraudes provoquent, à savoir des règles de conformité plus strictes ou le retrait des banques du financement du négoce.[11]

Le 4 mars 2026, la High Court, siégeant en la personne de la juge Hoo Sheau Peng, admit son appel contre la peine et la réduisit à treize ans et demi. Lim, qui était en liberté sous caution de 4 millions de S$ pour raisons médicales, fut hospitalisé peu avant le début de l'exécution de sa peine. Il fut placé en détention à l'hôpital Gleneagles le 2 avril 2026.[12] La juge jugea la peine initiale « écrasante », même avec la remise habituelle d'un tiers. Elle accorda des réductions pour une restitution substantielle et pour son âge, et ramena la perte imputée à HSBC sur un chef d'escroquerie de 56 millions à 29,7 millions de dollars US. Elle estima aussi que le juge de district avait accordé trop de poids à l'argument selon lequel les infractions

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

avaient ébranlé la confiance du public dans le secteur du négoce pétrolier, tout en rejetant la demande de clémence judiciaire.[13] Les 127 chefs restants sur les 130 finalement retenus ne furent pas poursuivis. Le 17 juillet 2026, après que le ministère public lui eut adressé un avertissement sévère en lieu et place de poursuites, un tribunal de district prononça à leur égard une relaxe valant acquittement.[14]

La transaction avec la famille

Les conséquences civiles pour la famille furent réglées en septembre 2024. Lim Oon Kuin accepta de verser environ 3,59 milliards de dollars US aux liquidateurs de la société et à HSBC, tandis que lui-même et ses deux enfants, Evan Lim Chee Meng et Lim Huey Ching, s'engagèrent à demander leur faillite personnelle.[15] Une transaction de cette ampleur vaut surtout reconnaissance de responsabilité. Ce que les créanciers récupèrent réellement dépend des actifs réalisables de la famille, que les procédures de faillite détermineront. Le chiffre montre l'ampleur des créances davantage que celle des recouvrements.

Notes

1. Les origines du fondateur dans le Fujian et ses débuts dans la fourniture de gazole aux pêcheurs sont largement rapportés dans les portraits de Lim Oon Kuin publiés par la presse. ↩
2. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : fondée en 1963 par Lim Oon Kuin ; annonce en décembre 2010 du projet de construction de la quatrième raffinerie de pétrole de Singapour ; projet d'introduction en bourse annoncé en 2014 et annulé avant la fin de l'année. ↩
3. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : chiffre d'affaires déclaré de 20 milliards de dollars US et bénéfice net proche de 80 millions de dollars US pour l'exercice 2019. ↩
4. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : Lim avait parié sur une hausse des prix du pétrole avec la sortie de la Chine du Covid-19, ce qui était décrit comme la « quintessential Hin Leong play » ; Lim annonça aux

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

prêteurs que la société avait passé en pertes 800 millions de dollars US de pertes sur contrats à terme – *Global Trade Review* (GTR), « Analysis: Banks nervous over fraud losses as Singapore oil traders collapse », 20 mai 2020 : en avril 2020, Lim Oon Kuin révéla 800 millions de dollars US de pertes non déclarées sur contrats à terme, et du pétrole détenu en garantie avait été vendu. ↩

5. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : demande de protection au titre de la section 211B du Companies Act le 17 avril 2020 ; démission de Lim le même jour ; enquête confirmée par la police le 21 avril 2020 ; judicial management confié à PwC approuvé le 27 avril 2020 – Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : 3,85 milliards de dollars US dus à 23 prêteurs ; HSBC premier créancier avec 600 millions de dollars US ; DBS 290 millions de dollars US, OCBC 200 millions de dollars US, UOB 100 millions de dollars US. ↩

6. GTR, 20 mai 2020 (précité) : expositions de HSBC initialement de 600 millions de dollars US, d'ABN Amro de 300 millions de dollars US, de Société Générale de 240 millions de dollars US, et de DBS, OCBC et UOB ensemble d'environ 680 millions de dollars US – GTR, « Singapore authorities seek end to paper-based trade finance after fraud scandals », 14 octobre 2020 : exposition bancaire initiale à Hin Leong estimée jusqu'à 3,5 milliards de dollars US ; GTR, « Singapore ups fight against fraud with real-time BL verification tool », 12 février 2025 : pertes pouvant atteindre 3,5 milliards de dollars US. ↩

7. GTR, « Agritrade executive charged by police over deceptive bills of lading », 22 septembre 2021 : selon les judicial managers de Hin Leong, la société dépendait de financements obtenus sur la base de connaissements falsifiés, un « vicious cycle » de fraude fonctionnant comme une pyramide de Ponzi – GTR, 20 mai 2020 (précité) : pratiques alléguées de chiffres gonflés, d'opérations fictives, de ventes multiples de la même cargaison et de ventes fictives de cargaisons inexistantes. ↩

8. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : Lim fut inculpé de faux le 14 août 2020 – GTR, 22 septembre 2021 (précité) : en juin 2021, Lim

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Oon Kuin se vit reprocher 105 nouveaux chefs en plus des 25 précédents, notamment un connaissement portant sur environ 500 000 barils de gasoil prétendument chargés en mars 2020 et la tromperie de huit établissements financiers amenés à accorder 1,2 milliard de dollars US de financement de créances sur la base de ventes à Unipec Singapore ; cinq établissements détenaient encore des créances d'environ 235 millions de dollars US – GTR, « Agritrade executive jailed for 20 years for role in fraud scandal », 18 janvier 2023 : Lim Oon Kuin fait face à 128 chefs d'escroquerie, dont les premiers chefs d'escroquerie à Singapour fondés sur des connaissements non valables. ↩

9. GTR, « Hin Leong founder jailed over fraud scandal that shocked Singapore », 18 novembre 2024 : condamnation en mai 2024 pour deux chefs d'escroquerie et un chef d'instigation au faux ; HSBC amenée à accorder près de 112 millions de dollars US pour des ventes de pétrole qui n'ont pas eu lieu ; documents falsifiés faisant apparaître des ventes à China Aviation Oil et à Unipec ; HSBC a récupéré environ 26 millions de dollars US, ce qui laisse des pertes de 85 millions de dollars US. ↩

10. Singapore Police Force, « Founder of Hin Leong Trading sentenced and jailed for cheating and instigating forgery », 18 novembre 2024, cité au chapitre B.I du présent ouvrage. ↩

11. GTR, 18 novembre 2024 (précité) : peine de 17,5 ans prononcée le 18 novembre 2024, composée de deux peines de 8,5 ans à purger simultanément et d'une peine supplémentaire de 9 ans ; le ministère public avait requis 20 ans ; le juge Toh Han Li a qualifié les sommes de « staggeringly large » et rangé l'affaire dans la catégorie la plus grave des escroqueries – GTR, 18 novembre 2024 (précité) : selon le juge, une peine dissuasive était justifiée pour protéger l'écosystème financier de Singapour contre des règles de conformité bancaire plus strictes ou le retrait du financement du négoce ; la demande de clémence fondée sur l'âge et la santé a été rejetée. ↩

12. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : appel partiellement admis le 4 mars 2026, peine réduite à 13 ans et 6 mois ; Lim en liberté sous caution de 4 millions de S$ pour raisons médicales ; hospitalisé le 28 mars

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2026, caution prolongée jusqu'au 2 avril 2026 et placement en détention à l'hôpital Gleneagles ce jour-là. ↩

13. *The Star*, « Hin Leong founder O.K. Lim hospitalised three days before 13½-year jail sentence starts », 31 mars 2026 : appel admis le 4 mars 2026 par la juge Hoo Sheau Peng, peine de 13 ans et demi ; peine initiale « crushing » même avec une remise d'un tiers ; poids excessif accordé à l'argument du ministère public relatif à la confiance du public dans le secteur du négoce pétrolier ; réductions pour restitution substantielle et grand âge ; perte de HSBC sur un chef ramenée de 56 millions à 29,7 millions de dollars US ; demande de clémence judiciaire rejetée ; hospitalisation à Gleneagles le 28 mars 2026. ↩

14. *The Straits Times*, article de juillet 2026, repris par Singapore Law Watch (« Remaining charges against Hin Leong founder OK Lim withdrawn ») et *The Online Citizen*, 21 juillet 2026 : 130 chefs retenus au total, 127 chefs restants, avertissement sévère en lieu et place de poursuites, relaxe valant acquittement le 17 juillet 2026. ↩

15. Wikipedia, « Hin Leong » (consulté en novembre 2026) : en septembre 2024, Lim accepta de verser environ 3,59 milliards de dollars US aux liquidateurs et à HSBC ; lui-même et ses enfants Evan Lim Chee Meng et Lim Huey Ching devaient chacun demander leur faillite personnelle. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.